



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 JUILLET 1909.

QUEBEC, SATURDAY, 17th JULY, 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

GOVERNMENT NOTICES

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1957

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1958

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 25 juin 1909, de nommer M. Joseph Dumont, de la cité de Québec, premier commis au département du secrétaire et registraire de la province, sous-secrétaire et sous-registraire de la province de Québec, en remplacement de M. Joseph Boivin, décédé.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de juillet 1909.

3047

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June, 1909, to appoint Mr. Joseph Dumont, of the city of Quebec, chief clerk of the department of the secretary and registrar of the province, deputy secretary and deputy registrar of the province of Quebec, to replace Mr. Joseph Boivin, deceased.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this sixth day of July, 1909.

3048

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 29 juin 1909, de nommer M. Sylvestre Sylvestre, de la cité de Québec, secrétaire du département d'agriculture, sous-ministre des Travaux Publics et du Travail, en remplacement de M. Lesage, mis à la retraite.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de juillet, 1909.

3049

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th June, 1909, to appoint Mr. Sylvestre Sylvestre, of the city of Quebec, secretary of the department of Agriculture, deputy minister of Public Works and Labor, to replace Mr. S. Lesage, superannuated.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this sixth day of July, 1909.

3050

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26 juin 1909, de nommer M. J. Edouard Boily, de la ville de Roberval, inspecteur d'écoles du nouveau district du Lac Saint-Jean, comprenant le comté du Lac Saint-Jean, excepté les municipalités d'Hébertville (village, paroisse et station) et les écoles du canton Taché, dans le comté de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de juillet 1909.

3051

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin 1909, de nommer M. Husmer Lanctot, magistrat de district, pour les districts de Beauharnois et d'Iberville, magistrat de police, dans et pour le district de Montréal.

3115

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour de juillet 1909, de nommer M. Alexander Ferguson, ingénieur sur le Transcontinental, juge de paix, sous l'autorité de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction spéciale sur le territoire compris entre La Tuque et Waymoutachaine, dans les districts de Québec et Trois-Rivières.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du sixième jour de juillet 1909, de nommer M. Joseph Edmond Lagüe, inspecteur des droits de successions, de la cité de Montréal, juge de paix sous l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur toute la province.

3073

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du sixième jour de juillet 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Bedford.—M. Herbert A. Dingman, secrétaire-trésorier, Eastman, Wm M. Hillhouse, cultivateur, Bondville, Clinton Bonham, cultivateur, Sweetsburg, Hiram Williams, cultivateur, Foster, William D. Inglis, cultivateur, Foster, et Myren Bullard, cultivateur, Iron Hill.

District de Beauce.—M. Réméo Lessard, cultivateur, de Saint-Benjamin, comté de Dorchester.

District de Saint-François.—M. Jean-Baptiste Brousseau, de La Patrie, comté de Compton.

District d'Ottawa.—M. Arthur B. Desmarteau, marchand et maître de poste du canton La Minerve, comté d'Ottawa.

District de Montréal.—M. Edouard Ernest Leger, commis à la compagnie du "Grand Tronc", 11, rue Saint-Jean-Baptiste, village Turcot, Montréal.

3075

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 10 juillet courant 1909, de renommer le révérend Dr. Symonds, de Montréal, comme membre de la commission scolaire protestante de la cité de Montréal. Son terme d'office étant expiré.

3071

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 10 juillet 1909, de nommer M. J. C. Horace Lafamme, notaire, de Fraserville, auditeur de la municipalité de Saint-Hubert, comté de Témiscouata, en vertu des dispositions de l'article 177 du code municipal.

3063

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th June, 1909, to appoint Mr. J. Edouard Boily, of the town of Roberval, school inspector, of the new district of Lake Saint John, comprising the county of Lake Saint John, excepting the municipalities of Hébertville (village, parish and station) and the schools of the township Taché, in the county of Chicoutimi.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of July, 1909.

3052

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June, 1909, to appoint Mr. Husmer Lanctot, district magistrate, for the districts of Beauharnois and Iberville, police magistrate, in and for the district of Montreal.

3116

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of July, 1909, to appoint Mr. Alexander Ferguson, engineer on the Transcontinental, a justice of the peace, under the authority of article 2572 of the R. S. P. Q., with special jurisdiction over the territory comprised between La Tuque and Waymoutachaine, in the districts of Quebec and Three Rivers.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixth day of July, 1909, to appoint Mr. Joseph Edmond Lagüe, inspector of successions, of the city of Montreal, a justice of the peace, under the authority of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the whole province.

3074

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixth day of July, 1909, to associate to the commission of the peace for the :

District of Bedford.—Messrs. Herbert A. Dingman, secretary treasurer, Eastman, Wm. M. Hillhouse, farmer, Bondville, Clinton Bonham, farmer, Sweetsburg, Hiram Williams, farmer, Foster, William D. Inglis, farmer, Foster, and Myren Ballard, farmer, Iron Hill.

District of Beauce.—Mr. Réméo Lessard, farmer, of Saint Benjamin, county of Dorchester.

District of Saint Francis.—Mr. Jean Baptiste Brousseau, of La Patrie, county of Compton.

District of Ottawa.—Mr. Arthur B. Desmarteau, merchant and postmaster of the township La Minerve, county of Ottawa.

District of Montreal.—Mr. Edouard Ernest Leger, clerk of the Grand Trunk Company, 11, Saint Jean Baptiste street, Turcot village, Montreal.

3076

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th July instant, 1909, to reappoint the reverend Dr. Symonds, of Montreal, as member of the protestant school commission of the city of Montreal. His term of office having expired.

3072

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 10th July, 1909, to appoint Mr. J. C. Horace Lafamme, notary, of Fraserville, auditor of the municipality of Saint Hubert, county of Témiscouata, under the provisions of article 177 of the municipal code.

3064

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, scemés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIEME jour de JUNE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2811

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. John Augustine Mann, avocat, Cecil Gordon MacKinnon, avocat, Thomas Barnard Gould, solliciteur, Thomas Joseph Coonan, secrétaire, Garnet P. Grant, electricien, tous de la cité de Montréal, dans les

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the SEVENTH of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you.—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWELFTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2812

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the sixth day of July, 1909, incorporating Messrs. John Augustine Mann, advocate, Cecil Gordon Mackinnon, advocate, Thomas Barnard Gould, solicitor, Thomas Joseph Coonan, secretary, Garnet P. Grant, electrician, all of the city of Montréal, for the purpose to construct,

buts de construire, louer, vendre, conduire et mettre en opération des hôtels et bâtisses à logements :

Acquérir, construire, conduire, mettre en opération et faire des contrats pour éclairage, gaz, chauffage et matériaux de réfrigérateurs pour les fins des dites affaires, et de faire des contrats de loyers, conventions et autres entreprises y ayant rapport et nécessaires pour la mise en opération des affaires de la compagnie, et en général de faire telles affaires et choses qui sont faites ou requises pour les fins de maintenir, avancer et augmenter les opérations de la compagnie ;

Acquérir, tenir, posséder des stocks, actions, obligations ou autres garanties de compagnies faisant les mêmes affaires que celles pour lesquelles l'incorporation est demandée, et aider par garantie, endossement, concession réciproque, risque conjoint, consolidation ou amalgamation, toutes telles compagnies, personnes ou sociétés, sous le nom de "Taynton Apartment Company," avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300 000.00), divisé en trois mille (3000) actions de \$100.00 chacune, desquelles 1500 actions seront du stock préférentiel, ayant une préférence sur l'actif de la compagnie et comme à 7 %, dividende non cumulatif, et la balance des 1500 actions sera du stock ordinaire.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province de Québec, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3057

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juin 1909, constituant en corporation M.M. Charles Audet, J. A. M. Audet et J. C. Audet, tous marchands, de la paroisse de Saint-Anselme, Tancred Labbé et Jean Lachance, tous deux gentilshommes, de Thetford Mines, P. E. Beaudoin, marchand, de Thetford Mines, dans le but de faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés, ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueduc, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles, pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 5225 à 5231 des statuts refondus en la manière y présente ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Faire le commerce de gros et de détail en général ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou ouvrage faits, des actions, bons,

lease, hire, let, buy, sell, manage and operate hotels and apartment buildings :

To acquire, construct, manage, operate and contract for light, gas, heating and refrigerating plants for the purposes of the said business and to enter into contracts leases agreements and other undertakings in connection with and necessary for or incidental to the carrying out of the business of this company, and generally to do and perform such matters and things which are done or required to be done for the purpose of maintaining, furthering and enlarging the operations of the company ;

To acquire, hold, own and dispose of stocks, shares, bonds or other securities of companies carrying on business similar to the one for which incorporation is sought, and to aid by guarantee, endorsement reciprocal concession, joint adventure, consolidation or amalgamation any such companies, persons or partnerships under the name of "Taynton Apartments Company", with a capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00) divided into three thousand (3000) shares of \$100.00 each, of which 1500 shares will be preferred stock, having a preference upon the assets of the company and as to a 7 %, non-cumulative dividend, and the balance of 1500 shares shall be common stock.

The principal place of business of the company in the province of Quebec, shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3058

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1909, incorporating Messrs. Charles Audet, J. A. M. Audet and J. C. Audet, all merchants, of the parish of Saint-Anselme, Tancred Labbé and Jean Lachance, both gentlemen, of Thetford Mines, P. E. Beaudoin, merchant, of Thetford Mines, for the following purposes prospect and explore for mines and minerals ;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting and minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption, rights, or any interests therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention of the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 5225 to 5231 of the revised statutes in the manner therein prescribed ;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

Carry on a general wholesale and retail business ;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

Receive in payment for minerals, lands, merchandise or works, shares, bonds, debentures or

débentures ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer au moyen d'actions libellées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation ;

Le but de la présente compagnie est l'exploitation de l'amiante et des mines en général.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions et de faire les affaires y ayant rapport, sous le nom de "The B. & A. Asbestos Company", avec un capital de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq cent mille (500,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Thetford, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3059

La "Sherwin Williams Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles C. Ballantyne, de la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3055

La "Mead-Morrison Manufacturing Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est F. H. Hopkins & Company, de la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3053

Québec, 6 juillet 1909.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la paroisse de Sainte-Hélène de Breakeyville, comté de Lévis, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

2983-2

other securities issued by any mining company, and hold the same or dispose thereof ;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

Do all such and operations as are accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated ;

The purpose of the present company is the working of asbestos and mines in general.

The shareholders shall incur no liability over and above the amount of the price that shall be paid or that shall be agreed on to be paid to the company for its shares, and to do anything in connection therewith, under the name of "The B. & A. Asbestos Company," with a capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province of Québec, will be at Thetford, in the district of Québec.

Dated from the office of the secretary of the province of Québec, this twelfth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3060

"The Sherwin William Company" has been authorized to do business in the province of Québec. The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles C. Ballantyne, of the city of Montréal.

Dated from the office of the secretary of the province of Québec, this seventh day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3056

The "Mead-Morrison Manufacturing Company" has been authorized to do business in the province of Québec. The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is F. H. Hopkins & Company, of the city of Montréal.

Dated from the office of the secretary of the province of Québec, this seventh day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3054

Québec, 6th July, 1909.

Notice is hereby given that application has been made to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the parish of Sainte-Hélène de Breakeyville, county of Lévis, to obtain the authorization to publish in the french language only, any notice, resolution or by-law made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

2984

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du sixième jour de juillet courant, par lesquelles le fonds social de la compagnie "Le Club Athlétique Canadien, incorporé, de Montréal" est augmenté de vingt mille piastres à cent mille piastres.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1909.

JOS. DUMONT,
2985.2 Sous-secrétaire de la province.

No. 2223.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y a une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le dix-huitième jour d'août prochain, 1909, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au dixième jour d'août prochain, à M. J. N. Miller, secrétaire conjoint du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents, exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

J. N. MILLER,
Secrétaire conjoint.
Québec, 10 juillet 1909. 3029.2

Québec, 8 juillet 1909.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Faustin, comté de Terrebonne, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. R. ODOLPHE ROY,
3027-2 Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont pro-
prement du ressort de la Législature de la province
de Québec, suivant les dispositions de l'acte de
l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53,
pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer,
d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphi-
que; soit pour la construction ou l'amélioration
d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou
autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un
droit de traverse, la construction d'usines ou tra-
vaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation
de professions, métiers ou de compagnies à fonds
social; incorporation d'une cité, ville, village, ou
autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale,
la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que
celle de la représentation en parlement ou d'aucun
canton, le changement de site d'aucun chef-lieu,
ou d'aucun bureau local, les règlements concernant
toute commune, le re-arpentage de tout canton,
ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce
soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers
ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui
pourrait compromettre les droits ou la propriété
d'autres individus, ou se rapportant à une classe
particulière de la société; ou pour faire aucun
amendement d'une nature semblable à un acte

Public notice is hereby given that, in virtue of the
joint stock companies' incorporation act, supplé-
mentary letters patent have been issued under the
great seal of the province of Quebec, dated the
sixth day of July instant, by which the capital stock
of the company "Le Club Athlétique Canadien,
incorporé, de Montréal" is increased from twenty
thousand dollars to one hundred thousand dollars.

Dated from the office of the secretary of the pro-
vince, this sixth day of July, 1909.

JOS. DUMONT,
2986 Deputy Provincial Secretary.

No. 2223.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of
the examiners appointed by the Catholic Committee
of the Council of Public Instruction, to examine
candidates for the office of school inspector, at the
Laval normal school, in Quebec, on Wednesday,
the eighteenth day of August next, 1909, at nine
o'clock in the forenoon. Any person who wishes to
present himself at this examination must, before
the tenth day of August next, send a request for
that purpose to Mr. J. N. Miller, joint secretary of
the Catholic Committee of the Council of Public
Instruction, the sum of six dollars, as well as all
documents required under the regulations of the
Catholic Committee of the Council of Public In-
struction.

J. N. MILLER,
Joint secretary.
Quebec, 10th July, 1909. 3030

Quebec, 8th July, 1909.

Notice is hereby given that an application has
been made to the Lieutenant Governor in council,
by the municipality of Saint Faustin, county of
Terrebonne, to obtain the authorization to publish
in the french language only, any notice, by laws or
resolutions adopted and passed by the council of
the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed
within the delay of two months following the second
and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
3028 Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly
within the range of the powers of the Legislature of
the Province of Quebec, according to the provisions
of the act of British North America, 1867, clause 53,
whether for the construction of a bridge, a railway,
a turnpike road or telegraph line, the construction
or improvement of a harbor, canal, lock, dam or
slide, or other like works the granting of a right
of ferry, the construction of works for supplying
gas or water, the incorporation of any particular
profession or trade, or of any joint stock companies,
the incorporation of a city town, village or other
municipality, the levying of any local assessments,
the division of any county, for purposes other
than that of representation in parliament, or of
any township, the removal of the site of any
county, town, or of local offices; the regulation or
any common the resurvey of any township, line
or concession, or otherwise for granting to the
individual or individuals any exclusive or pecuniary
rights or privileges whatever, or for doing any
matter or thing which in its operation would affect
the rights or property of other parties, or relate to
any particular class of the community or for
making any amendment of a like nature to any
former act,—shall require a notice, clearly and

intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment

parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, l'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2. — L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

G. C. L.

distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seek to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bill shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2. — The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

C. L. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills.

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provision as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, or shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation de compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of

charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
1961 Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.

A la page 1090 de la "Gazette Officielle" du 5 juin 1909, No 23 au lieu de Louis Lacouture, Louis Ed. Morin, jr., Adelard Couture et George Wilfrid Couture et Hilaire Louis Couture. lisez Louis Lacouture, Louis Ed. Morin, jr., Adelard Lacouture, Georges Wilfrid Lacouture, Hilaire Louis Lacouture. 3087

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que "The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis," incorporée en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, titre VIII, chapitre premier, section 3096 et suivantes, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but de se mettre en état de secourir les affligés de tuberculose, pour l'entretien d'un sanitarium pour le soulagement, de telles personnes et pour répandre la connaissance et information ayant rapport à la dite maladie, et pour obtenir des fonds pour la mise en opération des dits objets au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations des membres de la société et du public, pour une loi spéciale pour augmenter ses pouvoirs afin de posséder et tenir des immeubles pour les fins de la dite société et pour les hypothéquer et les aliéner et pour autres fins.

McGIBBON, CASGRAIN,
MITCHELL & WELDON,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 28 juin 1909. 2905.3

Avis Divers

EXTRAIT du livre des délibérations de la Compagnie de Briques d'Acton, incorporée.

A une réunion ordinaire du bureau de direction de la Compagnie de Briques d'Acton, incorporée, à laquelle sont présents J. W. Lavoie, président, E. L. Patenaude et J. E. E. Léonard, formant quorum, il est unanimement résolu que la principale place d'affaires de la compagnie soit maintenant à Acton Vale, au lieu de la cité de Montréal, et que les assemblées du bureau soient tenues à l'avenir à Acton, dans la maison de la compagnie.

Vraie extrait des minutes de l'assemblée du bureau de direction de la Compagnie de Briques d'Acton, tenue à Montréal, le 17 mai 1909. (4717 S. R. P. Q., 6 Ed. VII, ch. 31, sec. 3.)

J. E. E. LEONARD,
3079 Sec.-trés.

a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
1962 Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.

On page 1090 of the "Official Gazette" of the 5th June, 1909, No. 23 instead of Louis Lacouture, Louis Ed. Morin, jr., Adelard Couture, and Georges Wilfrid Couture and Hilaire Louis Couture, read: Louis Lacouture, Louis Ed. Morin, jr., Adelard Lacouture, Georges Wilfrid Lacouture, Hilaire Louis Lacouture. 3088

Application to the Legislature

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made by The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis, incorporated under the provisions of the revised statutes of the province of Quebec, title VIII, chapter first, section 3096 *et seq.* for the purpose of making provision for those afflicted by tuberculosis, for maintaining Sanitaria for the relief of such persons, and for disseminating knowledge and information pertaining to such disease, and to obtain funds for the carrying on of such objects by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from the members of the society and from the public, for a special act to enlarge its powers, to own and hold real estate for the purposes of the said property and to mortgage and alienate the same and for other purposes.

McGIBBON, CASGRAIN,
MITCHELL, & WELDON,
Attorneys for applicant.
Montreal, 28th June, 1909. 2906

Miscellaneous Notices

EXTRACT from the minute-book of "La Compagnie de Briques d'Acton, incorporée".

At an ordinary meeting of the board of directors of "La Compagnie de Briques d'Acton, (Inc.)", at which were present J. W. Lavoie, president, E. L. Patenaude and J. E. E. Leonard, forming a quorum, it was unanimously resolved that the chief place of business of the company be now at Acton Vale, instead of the city of Montreal, and that the meetings of the board be held in future at Acton, in the house of the company.

True extract of the minutes of the meeting of the board of directors of "La Compagnie de Briques d'Acton", held at Montreal, the 17th May, 1909. (4717 R. S. P. Q., 6 Ed. VII, ch. 31, sec. 3.)

J. E. E. LEONARD,
3080 Sec.-treasurer.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }
No 2365.

Philomène Charron, épouse de Magloire Diotte, commerçant, du canton Low, district d'Ottawa, Demanderesse ;

vs

Le dit Magloire Diotte, Défendeur.
La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur, ce jourd'hui.

T. P. FORAN.

Procureur du demandeur.

Hull, 10 juin 1909.

3041

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 920.

Dame Marie-Louise Pichette, épouse commune en biens de Louis Gladu, plombier, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Gladu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, dûment autorisée.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 13 juillet 1909.

3081

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 187.

Dame Eva Krakover, Demanderesse ;

vs

Joseph Besner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, le 28e jour de juin 1909.

MARGOLESE & TRITT,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 10 juillet 1909.

2975-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 232.

Dame Alida Choquette, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse de Osias Archambault, hôtelier, du même lieu, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 juillet 1909.

3003-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3616.

Dame Marie Candour, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Habib Aboussafy, autrefois marchand, de Saint-Moise, comté de Rimouski, maintenant de Lachine, district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre ce dernier, défendeur.

BRODEUR & GARAND,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 21 juin 1909.

2993.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1923.

Dame Bena Rabinovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Dorobaner, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Dorobaner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, le 21ème jour de décembre 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 juillet 1909.

2885.3

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }
No. 2365.

Philomène Charron, wife of Magloire Diotte, of the township of Low, district of Ottawa, trader, Plaintiff ;

vs

The said Magloire Diotte, Défendeur.
Plaintiff hath, this day, institute an action for separation of property against defendant.

T. P. FORAN,

Attorney for plaintiff.

Hull, 10th June, 1909.

3042

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 920.

Dame Marie Louise Pichette, wife common as to property of Louis Gladu, plumber, of town Saint-Louis, district of Montreal, Plaintiff ;

vs

The said Louis Gladu, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff, duly authorized.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th July, 1909.

3082

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 187.

Dame Eva Krakover, Plaintiff ;

vs

Joseph Besner, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, on the 28th of June, 1909.

MARGOLESE & TRITT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th July, 1909.

2976

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 232.

Dame Alida Choquette, of the city and district of Maisonneuve district of Montreal, wife of Osias Archambault, hotelkeeper, of the same place, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th July, 1909.

3004

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3616.

Dame Marie Candour, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Habib Aboussafy, formerly merchant, of Saint Moïse, county of Rimouski, now of Lachine, district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, plaintiff, has instituted, this day, an action for separation as to property, against the latter defendant.

BRODEUR & GARAND,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st June, 1909.

2994

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1923.

Dame Bena Rabinovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Dorobaner, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Charles Dorobaner, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, on the 21st day of December, 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd July, 1909.

2886

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 219.

Dame Mathilda Mercier, épouse commune en biens de Paul Gardner, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, boucher et cultivateur, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Paul Gardner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 juin 1909.

J. LEONARD,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 juin 1909. 2855.3

Canada,
Province de Québec,
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2228.

Dame Mary Margaret MacQueen, de la cité de Québec, épouse commune en biens de George D'Arcy O'Farrell, de la cité de Québec, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

George D'Arcy O'Farrell, gentilhomme, de la cité de Québec, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour de juin mil neuf cent neuf.

PELLETIER, BAILLARGEON,
ST. LAURENT & ALLEYN,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 18 juin 1909. 2749.4

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford. }
No 8149

Dame Albina Bédard, du canton de Roxton, dans le district de Bedford, épouse de Alphonse Tétreault, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Tétreault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7^{ème} jour de juin 1909.

ROMULUS CLOUTIER,

Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 21 juin 1909. 2787.4

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 3429.

Dame Anna Parthenais, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Laviolette, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Laviolette, entrepreneur, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens contre le défendeur a été instituée en cette cause, le 12 juin 1909.

J. A. MOLLEUR,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 juin 1909. 2647.5

Province de Québec. } *Cour Supérieure.*
District de Bedford. }
No 8154.

Carrie McGowan, du canton de Shefford, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de George H. Prémont, du même lieu, commerçant,
Demanderesse ;

vs

Le dit George H. Prémont, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la présente cause.

C. A. NUTTING,

Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, Qué., 16 juin 1909. 2737.5

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 219.

Dame Mathilda Mercier, wife common as to property of Paul Gardner, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, butcher and farmer, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Paul Gardner, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th day of June, 1909.

J. LEONARD,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 19th June, 1909. 2856

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 2228.

Dame Mary Margaret MacQueen, of the city of Quebec, wife common as to property of George D'Arcy O'Farrell, of the city of Quebec, and judicially authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

George D'Arcy O'Farrell, gentleman, of the city of Quebec, Defendant.
An action en séparation de biens has been instituted on the eighteenth day of June, nineteen hundred and nine.

PELLETIER, BAILLARGEON,
ST. LAURENT & ALLEYN,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 18th June, 1909. 2750

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }
No. 8149.

Dame Albina Bédard, of the township of Roxton, in the district of Bedford, wife of Alphonse Tétreault, farmer of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Tétreault, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 7th day of June, 1909.

ROMULUS CLUTIER,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 21st June, 1909. 2788

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 3429.

Dame Anna Parthenais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alfred Laviolette, contractor, of the same place, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Alfred Laviolette, contractor, of the same place, Defendant.
The plaintiff has instituted, this day, an action for separation as to property against the defendant.

J. A. MOLLEUR,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th June, 1909. 2648

Province of Quebec. } *Superior Court.*
District of Bedford. }
No. 8154.

Carrie McGowan, of the township of Shefford, in the district of Bedford, wife common as to property of George H. Prémont, of the same place, trader,
Plaintiff ;

vs

The said George H. Prémont, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, Que., 16th June, 1909. 2738

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 226.

Dame Ida Mabel Flanders, du canton de Stantead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de George Wellington Alger, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure, Demanderesse ;

vs

Le dit George Wellington Alger, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre son dit mari.

COTE, WELLS, WHITE & McFADDEN,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, Qué., 22 juin 1909. 2837.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2421.

Dame Héloïse Benard, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Francis Larouche, autrefois hôtelier, de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, et maintenant commerçant, de la cité et du district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Francis Larouche, commerçant, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.
La demanderesse a institué une séparation de biens contre le défendeur.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 28 juin 1909. 2943-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
In re Deroy & Cimon, Saint-Léon le Grand, Failli.

Avis est donné que, le 7 courant, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens des dits failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées, sous 30 jours.

L. DE G. BELZILE, N. P.,
Curateur.
3045

Rimouski, 9 juillet 1909.

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de G. Guimont, Sainte-Angèle, Failli.

Avis est donné que le 7 courant, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées, sous 30 jours.

L. DE G. BELZILE, N. P.,
Curateur.
3043

Rimouski, 9 juillet 1909.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Abraham Cohen, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10e jour d'août 1909, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.
Montréal, 14 juillet 1909. 3095

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No 226.

Dame Ida Mabel Flanders, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife common as to property of George Wellington Alger, of the same place, farmer, duly authorized for the purposes hereof by a judge of the superior court, Plaintiff ;

vs

The said George Wellington Alger, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff, against her said husband.

COTE, WILLS, WHITE & McFADDEN,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, Que , 22nd June, 1909. 2838

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 2421.

Dame Héloïse Benard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Francis Larouche, formerly hotelkeeper, of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, and now trader, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs

Francis Larouche, trader, of the city and district of Montreal, Defendant.
The plaintiff has instituted an action for separation as to property against the defendant.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 28th June, 1909. 2944

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court*
In re Deroy & Cimon, Saint Léon le Grand, Insolvents.

Notice is given that, on 7th instant, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said insolvents.

Creditors are requested to file their claims, duly attested, within 30 days.

L. DE G. BELZILE,
Curator.
3046

Rimouski, 9th July, 1909.

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
In the matter of G. Guimont, Sainte Angèle, Insolvent.

Notice is given that, on 7th instant, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors are requested to file their claims, duly attested, within 30 days.

L. DE G. BELZILE, N. P.,
Curator.
3044

Rimouski, 9th July, 1909.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Abraham Cohen, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until 10th day of August, 1909, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
Curator.
Montréal, 14th July, 1909. 3096

Province de Québec. }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Raymond, Montréal,

Insolvable.

Un premier et dernier dividende amendé a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 2 août 1909.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. TURCOTTE,
 Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 17 juillet 1909. 3083

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Province de Québec. }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Théodore Lefebvre & Co., Limited,
 En liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection au bureau du sousigné, jusqu'à lundi le 2e jour d'août 1909, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,
 Liquidateur.

Eastern Townships Bk. Bldg.
 Montréal, 17 juillet 1909. 3065

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 No 66.

Dame S. Parsons *et al*, Demandours ;

vs

William Hooper, Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au deuxième jour d'août 1909, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,
 Curateur.

Sherbrooke, 15 juillet 1909. 3103

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de F. A. Carpentier, hôtelier, de la ville Saint-Louis, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 2 juillet 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montreal.
 Montréal, 12 juillet 1909. 3069

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de L. Payne, commerçant, de Montréal, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 9 juillet 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

11, Place d'Armes Montréal.
 Montréal, 12 juillet 1909. 3077

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Raymond, Montreal,

Insolvent.

A first and final amended dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 2nd August, 1909.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. TURCOTTE,
 Curator.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 17th July, 1909. 3084

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Théodore Lefebvre & Co., Limited,
 In liquidation.

A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 2nd day of August, 1909, after which date dividends will be paid.

A. W. STEVENSON,
 Liquidator.

Eastern Townships Bk. Bldg.
 Montreal, 17th July, 1909. 3066

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 No. 66.

Dame S. Parsons *et al*, Plaintiff ;

vs

William Hooper, Defendant and insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the second day of August, 1909, after which date dividends will be payable at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke

JOHN J. GRIFFITH,
 Curator.

Sherbrooke, 15th July, 1909. 3104

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of F. A. Carpentier, hotelkeeper, of the town of Saint Louis, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 2nd July, 1909, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
 Montreal, 12th July, 1909. 3070

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of L. Payne, trader, of Montreal, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 9th of July, 1909, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against this estate must file them with me within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

11, Place d'Armes Montreal.
 Montreal, 12th July, 1909. 3078

Canada }
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Luttrell & Cie, Montréal,
Faillite.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3e jour d'août 1909, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.
Montréal, 14 juillet 1909. 3093

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph Luttrell & Co. Montréal,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until 3rd August, 1909, after which date dividends will be payable at my office.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Building, 43, Saint-Sacrement street.
Montreal, 14th July 1909. 3094

Avis

Avis est par le présent donné qu'une résolution des actionnaires de "The J. C. McLaren Belting Company" a été dûment passée à une assemblée générale, tenue le 12e jour de juillet courant, pour la liquidation et la dissolution de la dite compagnie, et que le soussigné Alexander F. C. Ross, de la cité de Montréal, comptable, a été, à la dite assemblée, nommé liquidateur de la dite compagnie.

A. F. C. ROSS,
Liquidateur.

Montréal, 13 juillet 1909. 3089

Notice

Notice is hereby given that a resolution of the shareholders of the J. C. McLaren Belting Company, was duly passed at a general meeting held on the 12th day of July instant, for the winding up and dissolution of the said company, and that the undersigned Alexander F. C. Ross, of the city of Montreal, accountant, was, at said meeting, appointed liquidator of the said company.

A. F. C. ROSS,
Liquidator.

Montreal, 13th July, 1909. 3090

Ordres de Cour

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour de Circuit.*
No. 87.

Le septième jour de juillet 1909.

Devant le protonotaire.

Homer H. Guay, marchand, de la ville de Victoriaville,
Demandeur ;

vs

Wilfrid Auger, marchand, de Stanfold,
Défendeur ;

et

Dame Marie Anna Roberge, veuve de feu Georges Philias Nadeau, du village de Princeville, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de G. P. Nadeau, comme marchande publique,
Opposante afin de conserver ;

et

La dite Marie Anna Roberge, Requérante ;
Vu la requête de la requérante, icelle est accordée. En conséquence il est enjoint aux créanciers du défendeur insolvable, de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance, dans la "Gazette Officielle de Québec", par deux publications en langue française et en langue anglaise.

Par la cour,

(Signé), P. H. COTÉ, P. C. S.

Vraie copie,
P. H. COTÉ, P. C. S.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la requérante.

3039

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Circuit Court.*
No. 87.

The seventh day of July, 1909.

Before the protonotary.

Homer H. Guay, merchant, of the town of Victoriaville,
Plaintiff ;

vs.

Wilfrid Auger, merchant, of Stanfold,
Defendant ;

and

Dame Marie Anna Roberge, widow of the late Georges Philias Nadeau, of the village of Princeville, and there doing business under the firm, name and style of "G. P. Nadeau", as a public merchant,
Opponent for payment ;

and

The said Marie Anna Roberge, Petitioner.
Seeing the application of the petitioner, the same is granted. Therefore the creditors of the insolvent debtor are ordered to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the present order, in the "Quebec Official Gazette", by two publications in the english and french language.

By the court,

(Signed.) P. H. COTÉ, P. S. C.

True copy,
P. H. COTÉ, P. S. C.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for petitioner.

3040

Province de Québec, district de Rimouski cour supérieure, No 3910. Israël Michaud, de la paroisse de Saint-Damase, district de Rimouski, ci-devant journalier, et maintenant propriétaire de moulin, Demandeur ; vs Ulric Desrosiers, du même lieu, Défendeur, et Dame Marie Bibiane Bellavance, épouse judiciairement séparée de biens de Herménégilde Boulay, cultivateur, de la paroisse de Ste-Marie de Sayabec, Opposante. Sur ordre de l'honorable juge F. S. Tourigny, J. C. S., donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Ulric Desrosiers, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui

Province of Quebec, district of Rimouski, superior court, No. 3910. Israël Michaud, of the parish of Saint Damase, district of Rimouski, heretofore laborer, and now mill owner, plaintiff ; vs Ulric Desrosiers, of the same place, Defendant, and Dame Marie Bibiane Bellavance, wife judicially separated as to property of Herménégilde Boulay, farmer, of the parish of Saint Marie de Sayabec, Opposant. By order of the Honorable judge F. S. Tourigny, J. S. C., given this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Ulric Desrosiers, defendant, the creditors of the said defendant

n'auraient pas encore produit leurs déclarations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour ce district, à Rimouski, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la "Gazette Officielle de Québec". Letendre & Chamberland, P. C. S. Fiset, Tessier & Tessier, procureurs du demandeur. 2963-2

who have not yet filed their declarations are now called on to file them in this cause, at the office of the prothonotary of the superior court for this district, at Rimouski, within fifteen days from the date of the first insertion of this notice, in the "Quebec Official Gazette". Letendre & Chamberland, P. S. C. Fiset, Tessier & Tessier, attorneys for plaintiff. 2964

Licitation

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } Cour Supérieure.
No 2583.
Meron Tremblay, Demandeur ;
vs
Dame Emma Tremblay et al, Défendeurs.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, à Chicoutimi, rendu le 15 mai 1909, dans une cause dans laquelle Meron Tremblay, cultivateur, du canton Dumas, est Demandeur, et Dame Emma Tremblay, veuve de feu Joseph Tremblay, en son vivant du même lieu, et mariée en secondes noces à Côme Potvin, du même lieu, personnellement, et le dit Côme Potvin mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, et la dite Dame Emma Tremblay et le dit Côme Potvin en leur qualité de tuteurs conjoints aux enfants mineurs de la dite Dame Emma Tremblay, issus de son mariage avec le dit Joseph Tremblay, lesquels enfants sont : Maggie, Joseph, Antoinette, Antonio, Stanly et Montcalm Tremblay, du même canton Dalmas, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un certain terrain de forme irrégulière sis et situé au Petit Saguenay, dans le canton Dumas, district de Chicoutimi, contenant six arpents de front dans sa moindre largeur environ, et quinze arpents de front environ, plus ou moins, dans sa plus grande largeur, sur quatre-vingts arpents aussi environ plus ou moins de profondeur ; borné par devant au commencement de la terre en culture à dix arpents environ d'une écluse d'un moulin à scie ayant appartenu à l'honorable D. E. Price ou ses représentants, et par derrière aux terrains de la Couronne, tenant au sud-est à la rivière Petite Saguenay, et au nord-ouest partie aux terres de la Couronne et partie à la terre de Charles Bernier ou ses représentants—avec maison et autres bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, et sans aucune réserve quelconque.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Chicoutimi ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

L. G. BELLEY,
Procureur du demandeur.

Chicoutimi, 18 mai 1909. 3067
[Première publication, 17 juillet 1909.]

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 2583.
Meron Tremblay, Plaintiff ;
vs
Dame Emma Tremblay et al, Defendants.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and under a judgment of the superior court, at Chicoutimi, rendered the 15th May, 1909, in a cause in which Meron Tremblay, farmer, of the township Dumas, is Plaintiff, and Dame Emma Tremblay, widow of the late Joseph Tremblay, in his lifetime of the same place, and wife by her second marriage of Côme Potvin, of the same place, personally, and the said Côme Potvin, *mis en cause* to authorize and assist his said wife, and the said Dame Emma Tremblay and the said Côme Potvin, in their capacity of joint tutors to the minor children of the said Dame Emma Tremblay, issue of her marriage with the said Joseph Tremblay, which children are : Maggie, Joseph, Antoinette, Antonio, Stanly and Montcalm Tremblay, of the same township Dalmas, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit :

A certain piece of ground of irregular outline being and situate in Little Saguenay, in the township Dalmas, district of Chicoutimi, containing six arpents in front in its least width about, and fifteen arpents in front about, more or less, in its greatest width, by eighty arpents also about, more or less, in depth ; bounded in front by the beginning of the cultivated land about ten arpents from a saw-mill dam having belonged to the Honorable D. E. Price or representatives, and in the rear by the lots of the Crown, adjoining on the south east the Little Saguenay river, and on the north west partly the lands of the Crown and partly the land of Charles Bernier or his representatives—with house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and without any reserve whatever.

The immoveable above mentioned will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, sitting the court, in the court room of the court house of the town of Chicoutimi ; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and all opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L. G. BELLEY,
Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 18th May, 1909. 3068
[First published, 17th July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **IN RE DAVID SIMO-**
No. 227. } **NEAU, failli, et JOSEPH**
I. MICHAUD, curateur.

Le numéro neuf cent soixante-dix-sept (977), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Sophie d'Halifax—avec maison et autres bâtisses dessus construites. Le dit emplacement situé sur le sixième rang du canton d'Halifax.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sophie d'Halifax, le **DIX-HUITIEME** jour d'**AOUT** prochain, 1909, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 13 juillet 1909. 3097
[Première publication, 17 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **DAME MARIE PRO-**
No. 166. } **VENCHER, veuve de**
feu Honoré Leblanc, Demanderesse ; contre **NAZAIRE VIDAL, Défendeur.**

Un emplacement situé dans le canton de Warwick, et portant le numéro quarante-neuf (49), du cadastre officiel du dit canton de Warwick, contenant trente-neuf mille trois cent soixante pieds en superficie—avec une maison et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le **DIX-NEUVIEME** jour d'**AOUT** prochain 1909, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 14 juillet 1909. 3099
[Première publication, 17 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **JEAN COTÉ, charretier,**
No. 2377. } **Saint-Joseph d'Alma,**
Demandeur ; contre **JOSEPH COTE, charretier,**
de Roberval, Défendeur ; et **Armand Boily, de**
Roberval, avocat.

Saisissant pour ses frais contre les immeubles du dit demandeur susnommé, Jean Côté, savoir :

1° Un emplacement de 25 pieds de front sur 84 pieds de profondeur, plus ou moins, faisant partie du lot No 13A des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le 9ème rang du canton Signai, comté du Lac Saint-Jean ; borné au sud par le chemin public, au nord par Jean Côté et au terrain des représentants légaux de feu Aimé Jean, à l'ouest à Narcisse Néron et à l'est aux dits représentants du dit Aimé Jean.

2° Un emplacement de 97 pieds de longueur du nord au sud et de 20 pieds de largeur, faisant partie du même lot numéro 13A du cadastre officiel fait pour le 9ème rang du canton Signai, comté du

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **IN RE DAVID SIMONEAU,**
No. 227. } **Insolvent, and JOSEPH I.**
MICHAUD, curator.

The number nine hundred and seventy seven (977), of the official cadastre for the parish of Sainte Sophie d'Halifax—with a house and other buildings thereon erected. The said emplacement situated in the sixth range of the township of Halifax.

To be sold at the parochial church door of Sainte Sophie d'Halifax, on the **EIGHTEENTH** day of **AUGUST** next, 1909, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 13th July, 1909. 3098
[First published, 17th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **DAME MARIE PRO-**
No. 166. } **VENCHER, widow of**
the late Henri Leblanc, Plaintiff ; against **NAZAIRE VITAL, Defendant.**

An emplacement in the township of Warwick, bearing number forty nine, of official cadastre for the said township of Warwick, containing thirty nine thousand three hundred and sixty feet in superficies—with a house and other dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Medard de Warwick, on the **NINETEENTH** day of **AUGUST** next, 1909, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 14th July, 1909. 3100
[First published, 17th July, 1909.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **JEAN COTÉ, carter, Saint**
No. 2377. } **Joseph d'Alma, Plaintiff ;**
against **JOSEPH COTE, carter, of Roberval, De-**
fendant, and Armand Boily, of Roberval, advocate.

Seizing for costs against the immoveables of the aforesaid plaintiff, Jean Côté, to wit :

1. An emplacement 25 feet in front by 84 feet in depth, more or less, forming part of lot No. 13A, of the official plan and book of reference of the cadastre for the 9th range of the township Signai, county of Lake Saint John ; bounded on the south by the public road, on the north by Jean Côté and the land of the legal representatives of the late Aimé Jean, on the west by Narcisse Néron, and on the east by the said representatives of the said Aimé Jean.

2. An emplacement 97 feet in length from north to south and 20 feet in width, forming part of the same lot No 13 A, of the official cadastre made for the 9th range of the township Signai, county o

Lac Saint-Jean; borné au nord et à l'est par les représentants de feu Aimé Jean, au sud par le terrain ci-dessus désigné, et à l'ouest par Narcisse Néron.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, comté du Lac Saint-Jean, le VINGT-TROISIEME jour du mois d'AOUT prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

THOMAS BOSSE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Chicoutimi, 13 juillet 1909. 3105
[Première publication, 17 juillet 1909.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **WILFRID DESMARAIS** et **ALFRED GREGOIRE**, tous deux de la ville de Chicoutimi, commerçants en gros, et y faisant affaires en société, sous les nom et raison de "Desmarais & Grégoire", Demandeurs; contre **LOUIS BRASSARD**, de Chicoutimi, Défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro six cent quarante-quatre (644), lequel mesure cent pieds de l'est à l'ouest sur cent pieds du sud au nord, et est borné vers le nord par la rue No 1, vers l'est par le terrain de Edmond Harvey, vers le sud par le terrain de J. D. Guay ou représentants, et vers l'ouest par la rue Fénélon—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la ville de Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AOUT prochain, 1909.

THOMAS BOSSE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Chicoutimi, 13 juillet 1909. 3017
La première publication du 10 juillet est nulle.
Première publication, 17 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } **A SOCIETE PERMANENTE DE CONSTRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE**, Demanderesse; contre les terres et tenements de **JOSEPH BROSSEAU**, Défendeur.

Un morceau de terre ou emplacement situé au côté sud de la rue Saint-Jacques, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro six cent quatre-vingt-trois (No 683), contenant trente-six pieds de front sur cent quarante-quatre pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 13 juillet 1909. 3091
[Première publication, 17 juillet 1909.]

Lake Saint John; bounded on the north and on the east by the representatives of the late Aimé Jean, on the south by the land hereabove designated, and on the west by Narcisse Neron.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph d'Alma, county of Lake Saint John, the TWENTY THIRD day of the month of AUGUST next, (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

THOMAS BOSSE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Chicoutimi, 13th July, 1909. 3106
[First published, 17th July, 1909.]

FIERI FACIAS

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **WILFRID DESMARAIS** and **ALFRED GREGOIRE**, both of the town of Chicoutimi, wholesale traders, and there doing business in partnership under the name and style of "Desmarais & Grégoire," Plaintiffs; against **LOUIS BRASSARD**, of Chicoutimi, Defendant.

All that piece of land or emplacement forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the number six hundred and forty four (644), measuring one hundred feet from east to west, by one hundred feet from south to north, and is bounded on the north by No. 1 street, on the east by the lot of Edmond Harvey, on the south by the lot of J. D. Guay or representatives, and on the west by Fénélon street—together with all the buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the town of Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, the EIGHTEENTH day of the month of AUGUST next, 1909.

THOMAS BOSSÉ,
Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Chicoutimi, 13th July, 1909. 3018
The first publication of the 10th July is void.
[First published, 17th July, 1909.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } **THE PERMANENT BUILDING SOCIETY OF THE DISTRICT OF IBERVILLE**, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOSEPH BROSSEAU**, Defendant.

A piece of ground or emplacement situate in the south side of Saint James street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number six hundred and eighty three (No. 683), containing thirty six feet in front by one hundred and forty four feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 13th July, 1909. 3092
[First published, 17th July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montréal.

Joliette, à savoir : } **WENCELLAS CHAR-**
No 2046. } **TRAND**, cultivateur,
de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, dans
le district de Joliette, Demandeur ; **THOMAS**
LAPOINTE, marchand, de Terrebonne, district
de Terrebonne, était Défendeur.

Un emplacement situé à Lachenaie, près de la
gare du Pacifique Canadien, connu et désigné sous
les numéros officiels 13, 14 et 15, de la subdivision
officielle du lot de terre portant le No 246, de la
paroisse de Lachenaie, au cadastre hypothécaire du
comté de l'Assomption—avec une maison en bois
servant d'hôtel et autres bâtisses dessus érigées,
appartenant au dit demandeur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Lachenaie, le **DIX-HUITIEME** jour
d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,

Bureau du shérif, Député shérif.
Joliette, 14 juillet 1909. 3101

[Première publication, 17 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **DAME MATHILDE COR-**
No 4497. } **MIER**, de la paroisse de
Saint-Sulpice, dit district, épouse con ractuellement
séparée de biens de **ALPHONSE DUPRE**, bour-
geois, du même lieu, et le dit **Alphonse Dupré** pour
autoriser sa dite épouse à ester en justice, Deman-
deurs ; contre **JEAN-BTE BEAUCHAMP**, fils de
Henrie, de la paroisse de l'Épiphanie, district de
Joliette, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-
Roch de l'Achigan, dit district, de figure irrégulière,
et contenant en superficie environ 21 arpents, plus
ou moins, la dite étendue de terre connue et dési-
gnée sous le No 49 et partie du No 50, des plan et
livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-
Roch de l'Achigan.

Les dits lots No 49 et partie du No 50, terrains
contigus et ne forment qu'une seule exploitation ;
bornés comme suit : tenant au nord et à l'est à
la rivière Achigan, au sud-est à **Dosithée Robinet**,
à un bout vers le sud-ouest au chemin du Roi, et à
l'ouest à **Isidore Dagenais** avec une grange y érigée.
Non compris dans cette désignation la partie du lot
No 50, située de l'autre côté du chemin du Roi, et
qui appartient à **William Robinet** et ne fait pas
partie du terrain du défendeur, **Jean-Baptiste Beau-**
champ.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, le **VINGT-**
HUITIEME jour de **JUILLET** prochain, à **DIX**
heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,

Bureau du shérif, Député shérif
Joliette, 21 juin 1909. 2795-2

[Première publication, 26 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Montreal.

Joliette, to wit : } **WENCESLAS CHAR-**
No. 2046. } **TRAND**, farmer, of the
parish of Saint Charles de Lachenaie, in the district
of Joliette, Plaintiff ; **THOMAS LAPOINTE**, mer-
chant, of Terrebonne, was Defendant.

An emplacement situate at Lachenaie, near the
Canadian Pacific station, known and designated
under the official numbers 13, 14 and 15, of the
official subdivision of the lot of land bearing the
number 246, of the parish of Lachenaie, on the
mortgage cadaastre of the county of L'Assomption—
with a wooden house used as a hotel and other
buildings thereon erected, belonging to the said
plaintiff.

To be sold at the church door of the parish of
Lachenaie, the **EIGHTEENTH** day of **AUGUST**
next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Joliette, 14th July, 1909. 3102

[First published, 17th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **DAME MATHILDE COR-**
No. 4497. } **MIER**, of the parish of
Saint Sulpice, said district, wife separated by
marriage contract as to property of **Alphonse**
Dupré, gentleman, of the same place, and the
said **Alphonse Dupré** to authorize his said wife to
ester en justice, Plaintiffs ; against **JEAN BTE.**
BEAUCHAMP, son of **Henrie**, of the parish of
l'Épiphanie, district of Joliette, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint
Roch de l'Achigan, said district, of irregular
outline and containing in superficies about 21
arpents, more or less, the said area of land known
and designated under the No. 49 and the part of
No 50, of the official plan and book of reference of
the said parish of Saint Roch de l'Achigan.

The said lots No. 49 and part of No. 50, conti-
guous lands and forming one farm only ; bounded
as follows : on the north and on the east by the
river Achigan, on the south east by **Dosithée**
Robinet, on one end to the south west by the
King's highway, and on the west by **Isidore Dage-**
nais with a barn thereon erected. Not included
in this designation the part of the lot No. 50,
situate on the other side of the King's highway, and
which belongs to **William Robinet**, and does not
form part of the land of the defendant, **Jean Bap-**
tiste Beauchamp.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Roch de l'Achigan, the **TWENTY EIGHTH**
day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
21st June, 1909. 2796

[First published, 26th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES H. POTTER-**
 No. 232. } **TON**, bourgeois, du vil-
 lage du Bassin de Chambly, district de Montréal,
 Demandeur ; contre les terres et tenements de
Mlle EVELINA COURTEMANCHE, fille ma-
 jeure et usant de ses droits, du village du canton
 de Chambly dit Chambly canton, dit district, Défен-
 deresse.

Un terrain situé dans le village du canton de
 Chambly, comté de Chambly, district de Montréal
 —avec bâtisses y érigées ; borné en front par le
 chemin du Roi, connu et désigné sur le plan et au
 livre de renvoi officiels du dit village du canton de
 Chambly, sous le numéro cinquante et un (51), cir-
 constances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de la paroisse de Chambly, le **VINGT-NEU-**
VIEME jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE**
 heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 23 juin 1909. 2835-2
 [Première publication, 26 juin 1909].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **REVEREND RENE LA-**
 No 976. } **BELLE**, prêtre, de Saint-
 Sulpice, et **CHARLES BRUCHESI**, avocat, tous
 deux de la cité et du district de Montréal, agissant
 en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu
 Messire Joseph Désiré Chevrier, en son vivant
 prêtre de la compagnie de Saint-Sulpice, des cité et
 district de Montréal, Demandeur ; contre les terres
 et tenements de **A. AUDET**, de la cité et du district
 de Montréal, Défendeur.

2° Un emplacement sis et situé dans le quartier
 Saint-Louis, dans la cité de Montréal, connu et dé-
 signé sous le numéro deux cent quatre-vingt-neuf,
 (289), de la subdivision du lot officiel connu et dési-
 gné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier
 Saint-Louis, sous le numéro neuf cent trois (903-
 289) ; borné en front par l'avenue Laval, et por-
 tant le numéro civique trois cent cinquante-trois
 (353), de la dite avenue—avec les bâtisses dessus
 construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
 Montréal, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **JUIL-**
LET prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 22 juin 1909. 2783-2
 [Première publication, 26 juin 1909].

Ventes par le Shérif—Ottawa.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
 les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **WILLIAM GEORGE MUL-**
 No 1838. } **LIGAN**, commerçant, de
 la ville d'Aylmer, dit district d'Ottawa, Demandeur ;
 contre **WILLIAM JOHN MCGEE**, du canton de
 Eardley, dit district, Défendeur, à savoir :

Tout ce mo ceau ou cette étendue de terre, situé
 dans le canton de Eardley, dans le district d'Ottawa,
 et connu conformément aux plan et livre de renvoi
 officiels pour le dit canton, comme lot numéro ving-
 cinq A (25 A), dans le douzième rang—avec les
 bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement,

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES H. POTTERTON,**
 No. 232. } **gentleman**, of the village of
 Chambly Basin, district of Montreal, Plaintiff ;
 against the lands and tenements of **MISS EVELINA**
COURTEMANCHE, spinster of the full age of
 majority, of the village of Chambly township said
 Chambly township, said district, Defendant.

A lot situate in the village of Chambly canton,
 county of Chambly, district of Montreal—with
 buildings thereon erected ; bounded in front by the
 King's highway, known and designated on the
 official plan and book of reference of the said village
 of Chambly canton, under the number fifty one
 (51)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the
 parish of Chambly, the **TWENTY NINTH** day of
JULY next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, 23rd June, 1909. 2836
 [First published, 26th June, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **REVEREND RENE LA-**
 No. 976. } **BELLE**, priest, of Saint
 Sulpice, and **CHARLES BRUCHESI**, advocate,
 both of the city and district of Montreal, acting in
 their capacity of testamentary executors of the late
 Messire Joseph Désiré Chevrier, in his lifetime
 priest of the order of Saint Sulpice, of the city and
 district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands
 and tenements of **A. AUDET**, of the city and dis-
 trict of Montreal, Defendant.

A lot being and situate in Saint Louis ward, in
 the city of Montreal, known and designated under
 the number two hundred and eighty nine (289), of
 the subdivision of the official lot known and design-
 ated on the official plan and book of reference for
 Saint Louis ward, under the number nine hundred
 and three (903-289) ; bounded in front by Laval
 avenue, and bearing the civic number three hun-
 dred and fifty three (353), of the said avenue—
 with the buildings thereon erected, circumstances
 and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 the **TWENTY NINTH** day of **JULY** next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 22nd June, 1909. 2784
 [First published, 26th June, 1909].

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
 have been seized, and will be sold at the respective
 time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **WILLIAM GEORGE MUL-**
 No. 1838. } **LIGAN**, trader, of the
 town of Aylmer, said district of Ottawa, Plaintiff ;
 against **WILLIAM JOHN MCGEE**, of the town-
 ship of Eardley, said district, Defendant, to wit :

All that piece, parcel or tract of land, situate in
 the township of Eardley, in the district of Ottawa,
 and known according to the official plan and book
 of reference for said township, as lot number twenty
 five A (25A), in the twelfth range—with the build-
 ings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of

dans la cité de Hull, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 22 juin 1909. [Première publication, 26 juin 1909.]

Hull, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 22nd June, 1909. [First published, 26th June, 1909.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

Sheriff's Sales—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Bryson.

Province de Québec, District de Pontiac, No 183. } SAMUEL W. BORBRIDGE et HENRY J. BORBRIDGE, tous deux commerçants et associés, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, y faisant affaires comme tels sous le nom de S. & H. Borbridge, Demandeurs ;

contre DANIEL MCGREGOR, du canton de Thorne, dans le dit district de Pontiac, Défendeur, à savoir :

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Bryson.

Province of Quebec, District of Pontiac, No. 183. } SAMUEL W. BORBRIDGE AND HENRY J. BORBRIDGE, both traders and copartners of the city of Ottawa, in the province of Ontario, and there doing business as such under the name of S. & H. Borbridge, Plaintiffs ;

against DANIEL MCGREGOR, of the township of Thorne, in the said district of Pontiac, Defendant, to wit :

All these lots or tracts of land situated in the township of Leslie, in the district of Pontiac, and known according to the official plan and book of reference for the said township of Leslie, as lots number forty three (43), forty four (44) and forty five a (45 a), in the second rangs of the township of Leslie—with all the buildings and improvements thereunto belonging.

To be sold at the registry office in the village of Bryson, on the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1909 at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Bryson, 12 juillet 1909. [Première publication, 17 juillet 1909.]

Sheriff's office, Bryson, 12th July, 1909. [First published, 17th July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

Sheriff's Sales—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUÉBEC ; vs No 1122. } ELIZABETH COURTNEY, à savoir :

Le lot No 4034 (quatre mille trente-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue O'Connell—avec les bâisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin,

ED. BÉGIN,

Bureau du shérif, Québec, 15 juillet 1909. [Première publication, 17 juillet 1909.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs No. 1122. } ELIZABETH COURTNEY, to wit :

Lot No. 4034 (four thousand and thirty four), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on O'Connell street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTIETH day of AUGUST, next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN.

Sheriff's office, Québec, 15th July, 1909. [First published, 17th July, 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JOSEPH EDOUARD BENOIST DARD ; contre FERDINAND VERMETTE, à savoir :

La subdivision No 219 (deux cent dix-neuf), du lot No 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec,

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JOSEPH EDOUARD BENOIST DARD ; against FERDINAND VERMETTE, to wit :

Subdivision No. 219 (two hundred and nineteen), of lot No. 2102 (two thousand one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint

étant un terrain situé avenue Bigouette—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$14 00 payable à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, le premier jour d'août, chaque année et d'avance.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 15 juillet 1909.
[Première publication, 17 juillet 1909].

ED. BEGIN,
Député Shérif.
3109

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où DAME No 2432. } DELIMA LAUZON ET VIR, était Demanderesse ; contre DAME VEUVE ALEXANDRE McLISH ET AL, étaient Défendeurs. Saisi comme appartenant à Dame veuve Alexandre McLish, l'un des défendeurs, à savoir :

Le lot No 202 (deux cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foy, étant un terrain situé sur le chemin de Saint-Foy—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Foy, comté de Québec, le VINGT ET UNIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 15 juillet 1909.
[Première publication, 17 juillet 1909].

ED. BEGIN,
Député shérif.
3111

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **E**RNEST FREDERIC WUR- No 1626. } TELE, Demandeur ; contre LOUIS LAMOUREUX, en sa qualité de curateur aux biens et à la personne de Joseph Hébert, fils de Félix, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint David, en la première concession Wurtele, étant un quart de chacun des lots numéros sept cent trois et sept cent quatre, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint David ; borné d'un bout par la rivière David, de l'autre bout à Amable Théroux, d'un côté à Victor Chamberland ou représentant, et de l'autre côté à Thomas Arel ou représentant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Sorel, 23 juin 1909.
[Première publication, 26 juin 1909].

P. GUEVREMONT, Shérif.
2819-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu

Sorel, à savoir : } **D**A ME ADELIN E ST. SAU- No 4705. } VEUR, Demanderesse ; contre DAME DELIA OUELLETTE ET ANDRE HARPAGEAU, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs :

Un morceau de terre situé au village de Massueville, sur la rue Montcalm, en la paroisse de Saint-Aimé, étant le numéro trois cent soixante et s pt

Sauveur de Québec, being a lot situate on Bigouette avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$14 00 payable to the Hôtel Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, the first day of August each year, in advance.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 15th July, 1909.
[First published, 17th July, 1909.]

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.
3110

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a cause in which DAME No. 2432. } DELIMA LAUZON ET VIR, was Plaintiff ; against DAME WIDOW ALEXANDRE McLISH ET AL, were Defendants.

Seized as belonging to Dame widow Alexandre McLish, one of the defendants, to wit :

Lot No. 202 (two hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint Foy, being a lot situate on the Saint Foy road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Foy, county of Quebec, the TWENTY FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 15th July, 1909.
[First published, 17th July, 1909.]

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.
3112

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **E**RNEST FREDERIC WUR- No. 1626. } TELE, Plaintiff ; against LOUIS LAMOUREUX, in his capacity of curator to the property and person of Joseph Hébert, son of Félix, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint David, in the first Wurtele concession, being a quarter of each of the lots numbers seven hundred and three and seven hundred and four, of the official cadastre of the said parish of Saint David ; bounded on one end by the river David, on the other end by Amable Théroux, on one side by Victor Chamberland or representative, and on the other side by Thomas Arel or representative.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, the TWENTY EIGHTH day of the month of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sorel, 23rd June, 1909.
[First published, 26th June, 1909.]

P. GUEVREMONT, Sheriff.
2820

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **D**A ME ADELIN E ST. SAU- No. 4705. } VEUR, Plaintiff ; against DAME DELIA OUELLETTE and ANDRE HARPAGEAU, Defendants.

As belonging to said defendants :

A piece of land situate in the village of Massueville, on Montcalm street, in the parish of Saint Aimé, being lot number three hundred and sixty

(No 367), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aimé, de cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins — avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le VINGT-HUITIÈME jour du moins de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 23 juin 1909. 2817-2
[Première publication, 26 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } A U G U S T I N S. H U R D
No 256. } H U R D E T A L.

Demandeurs ; contre "THE BELMINA ASBESTOS COMPANY", Défenderesse.

Ces morceaux ou lots de terre situés dans le canton de Wolfestown, dans le district de Saint-François, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Wolfestown, comme lot numéro vingt-trois B (23 B), dans le premier rang, les lots numéros vingt quatre A (24 A) et vingt quatre B (24 B), dans le troisième rang, et les lots numéros vingt-trois (23) et vingt quatre (24), dans le deuxième rang du dit canton de Wolfestown—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites ; sauf et excepté du coin sud du dit lot numéro vingt-trois (23), un acre de terre ; borné en front par la ligne du rang divisant les rangs un et deux, et au sud par un chemin construit pour mettre la mine en communication avec le chemin du gouvernement, et vendue à William Parsons.

Les lots numéros vingt quatre A (24 A) et vingt quatre B (24 B), dans le troisième rang, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Wolfestown, le DIX-SEPTIÈME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi, et les lots numéros vingt-trois B (23 B) dans le premier rang, et vingt trois (23) et vingt quatre (24) dans le deuxième rang, tous dans le dit canton, pour être vendus le MEME JOUR, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, à TROIS heures de l'après-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Deputy shérif.
Sherbrooke, 13 juillet 1909. 2823
La publication faite le 26e jour de juin dernier 1909, est nulle.
[Première publication, 17 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

St-François, à savoir : } F R E D E R I C K S C H N A U
No. 51. } F E R, des cité et district

de Montréal, apprêteur de fourrures et teinturier, Demandeur ; contre JOHN J. GRIFFITH, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comptable, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Seth C. Nutter, en son vivant de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, gentilhomme, Défendeur.

Saisi en la possession du dit défendeur, en sa qualité susdite, à savoir :

Cet immeuble situé dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros cent

seven (No. 367), of the official cadastre of the parish of Saint Aimé, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth, the whole more or less — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, the TWENTY EIGHTH day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 23rd June, 1909. 2818
[First published, 26th June, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } A U G U S T I N S. H U R D
No. 256. } A E T A L. Plaintiffs ;

against THE BELMINA ASBESTOS COMPANY, Defendants.

Those certain pieces or lots of land situate in the township of Wolfestown, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Wolfestown, as the lot number twenty three B (23 B), in the first range, the lots numbers twenty four A (24 A), and twenty four B (24 B), in the third range, and the lots numbers twenty three (23) and twenty four (24), in the second range of the said township of Wolfestown — together with the buildings and improvements thereon erected and made ; save and except and reserving from and out of the southerly corner of said lot number twenty three (23), one acre of land ; bounded in front by the range line dividing the ranges one and two, and on the south by a road constructed to connect the mine with the government road, and sold to William Parsons.

The lots numbers twenty four A (24 A) and twenty four B (24 B), in the third range, to be sold at the church door of the parish of Saint Jacques le Majeur de Wolfestown, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon, and the lots numbers twenty three B (23 B), in the first range, and twenty three (23) and twenty four (24), in the second range, all in the said township, to be sold on the SAME DAY, at the church door of the parish of Saint Julien de Wolfestown, at THREE of the clock in the afternoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's office, Deputy shérif.
Sherbrooke, 13th July, 1909. 2824
The publication made on the 26th day of June last, 1909, is null.
[First published, 17th June, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } F R E D E R I C K S C H N A U
No. 51. } F E R, of the city and district of Montreal, fur dresser and dyer, Plaintiff ; against JOHN J. GRIFFITH, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, accountant, in his quality of curator to the vacant estate and succession of the late Seth C. Nutter, in his lifetime of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, gentleman, Defendant.

Seized in the possession of the said defendant, in his quality aforesaid, to wit :

That certain immoveable property situate in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, composed of the lots of land known and described

seize (116), cent dix-sept (117), cent dix-huit (118), cent dix-neuf (119), cent vingt (120), cent vingt et un (121), cent vingt-deux (122), cent vingt-trois (123), cent vingt-quatre (124), cent vingt-cinq (125), cent vingt-six (126), cent vingt-sept (127), cent vingt-huit (128), cent vingt-neuf (129), cent trente (130) et cent trente et un (131), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du quartier est de la dite cité de Sherbrooke. Les dits lots cent seize (116), cent dix-sept (117), cent dix-huit (118) et cent dix-neuf (119), étant situés sur l'avenue Bowen—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu en un seul lot, au bureau du shérif, dans la cité de Sherbrooke, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,
Député shérif.
Bureau du shérif,
Sherbrooke, 23 juin 1909. 2821.2
[Première publication, 26 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } LOUIS ADOLPHE
No. 68. } L GUERTIN ET
EMILE DE LOTTINVILLE, tous deux des cité et district de Saint-Hyacinthe, commerçants, et faisant affaires ensemble comme marchands en gros de chaussures et claques, en société, en la dite cité, sous la raison sociale de "The Eastern Townships Shoe Company." Demandeurs; contre THEOPHILE BEAUNOYER, de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, dit district, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, connu et désigné aux plans et livre de renvoi officiels de Saint-Théodore d'Acton, comme faisant partie du numéro quatre cent quinze (415), de la contenance de 90 pieds de front sur 90 pieds de profondeur; borné en front par le chemin du dixième rang, d'un côté Ephrem Desmarais, et de l'autre côté Emile Bouchard—avec les bâtisses y érigées.

2° Un autre morceau de terrain tenant à celui ci-dessus désigné, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Théodore d'Acton, comme partie du dit numéro quatre cent quinze (415), de la contenance d'un arpent, tenant à l'emplacement ci-dessus et à Ephrem Desmarais, et d'un demi arpent, plus ou moins sur la profondeur, comprenant tout le terrain qu'il peut y avoir à aller à un fossé existant et tel que maintenant clos, tenant du côté sud et du côté ouest à Frs Girard, et du côté est à Emile Bouchard.

3° La moitié indivise d'une terre située en la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, dans le township d'Acton, sur le deuxième rang, de trois arpents et trente pieds de largeur sur vingt-quatre arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front aux chemins du premier et deuxième rang, en profondeur à la ligne de division entre les townships d'Upton et de Grantham, du côté ouest à Honoré Gagnon ou représentants, et du côté est au terrain appartenant à Jos. Lépine; laquelle terre portant le numéro trois cent soixante-sept (367), du plan cadastral de

by the numbers one hundred and sixteen (116), one hundred and seventeen (117), one hundred and eighteen (118), one hundred and nineteen (119), one hundred and twenty (120), one hundred and twenty-one (121), one hundred and twenty-two (122), one hundred and twenty-three (123), one hundred and twenty-four (124), one hundred and twenty-five (125), one hundred and twenty-six (126), one hundred and twenty-seven (127), one hundred and twenty-eight (128), one hundred and twenty-nine (129), one hundred and thirty (130) and one hundred and thirty-one (131), on the official cadastral plan and book of reference of the east ward of said city of Sherbrooke. The said lots one hundred and seventeen (117), one hundred and eighteen (118) and one hundred and nineteen (119), being situate on Bowen avenue—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold en bloc, in the sheriff's office, in the city of Sherbrooke, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,
Dputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Sherbrooke, 23rd June, 1909. 2822
[First published, 26th June, 1909].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : } LOUIS ADOLPHE
No. 68. } L GUERTIN AND
EMILE DE LOTTINVILLE, both of the city and district of Saint Hyacinth, traders and doing business in partnership at Saint Hyacinth, on wholesale boots and shoes, under the name of "The Eastern Townships Shoe Company", Plaintiffs; against the land and tenements of THEOPHILE BEAUNOYER, of the parish of Saint Nazaire d'Acton, said district Defendant.

1. A piece of ground situate in the parish of Saint Nazaire d'Acton, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of Saint Theodore d'Acton, as being a part of number four hundred and fifteen (415), containing 90 feet in front by 90 feet in depth, and bounded in front by the road of the tenth range, on one side Ephrem Desmarais, and on the other side, Emile Bouchard—with buildings thereon erected.

2. Another piece of ground contiguous to the above described, known and designated on the said official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Theodore d'Acton, as a part of said number four hundred and fifteen (415), containing one arpent, contiguous to the above lot and to Ephrem Desmarais, and a half arpent, more or less in depth, containing all the ground that there may be to a ditch existing and as it is now inclosed, on south side and west side by Frs. Girard, and on the east side by Emile Bouchard.

3. The undivided half of a farm situate in the parish of Saint Nazaire d'Acton, in the township d'Acton, on the second range, containing three arpents and thirty feet in front by twenty four arpents in depth, more or less; bounded in front by the roads of the first and second range, in depth by the line dividing the townships d'Upton and de Grantham, on the west side by Honoré Gagnon or representatives, and on the east side by the lot belonging to Jos. Lépine; the said farm being number three hundred and sixty seven (367), of

la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus, les terrains en premier et second lieu plus haut décrits, en un seul lot, et le dit No 367 séparément, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Nazaire d'Acton, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1909), à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

J. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 22 juin 1909. 2829-2
[Première publication, 26 juin 1909.]

the official cadastre of the parish of Saint Ephrem d'Upton—with buildings thereon erected.

To be sold the parts of lot number 415 first and secondly described, in bloc, and the lot number 367 alone, at the church door of the parish of Saint Nazaire d'Acton, TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of JULY next (1909), at ELEVEN o'clock and HALF in the forenoon.

J. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 22nd June, 1909. 2830
[First published, 26th June, 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } PIERRE BELLE-
No 370. } MARE, ET AL,

Demandeurs ; vs THE REAL ESTATE INVESTMENT COMPANY, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant :

Une terre située dans le septième rang du township de Shawinigan, dans la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, du contenu de trois arpents et demi de large sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme les lots numéros trois cent trente et trois cent trente et un (330 et 331), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 juin 1909. 2815.2
[Première publication, 26 juin 1909.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } PIERRE BELLEMARE
No. 370. } ET AL, Plaintiff ; vs

THE REAL ESTATE INVESTMENT COMPANY, a body politic and corporate, having its business office in the city and district of Montreal, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveable :

A land situate in the seventh range of the township of Shawinigan, in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, containing three and one half arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less, known and designated as lots numbers three hundred and thirty and three hundred and thirty one (330 and 331) on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Boniface de Shawinigan—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, the TWENTY SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd June, 1909. 2816
[First published, 26th June, 1909.]

* Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. Anselme Romuald Roy, photographe, de la ville de Lévis, Amédée Mercier, employé civil, de Québec, L. Narcisse Roy, photographe, de Joliette, Georges Roy, photographe, de Saint-Césaire de Rouville, et Léger Picard, mécanicien, de la cité de Québec, dans le but d'établir une entreprise de ligne régulière de transport pour les personnes et les choses au moyen d'automobiles-omnibus, dans la ville de Lévis et les paroisses de Beauport, Charlesbourg, Lorette, Cap-Rouge, et d'un point quelconque en la cité de Québec jusqu'à ces endroits et retour ; et aussi dans la cité de Québec, et de faire les affaires y ayant rapport, sous le nom de "La Compagnie d'Automobiles et Omnibus de Québec et Lévis", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1909, incorporating Messrs. Anselme Romuald Roy, photographer, of the town of Lévis, Amédée Mercier, civil employee, of Québec, L. Narcisse Roy, photographer, of Joliette, Georges Roy, photographer, of Saint Césaire de Rouville, and Léger Picard, mechanic, of the city of Québec, for the purpose of undertaking the establishment of a regular transportation line for persons and articles by means of automobiles and omnibuses, in the town of Lévis and the parishes of Beauport, Charlesbourg, Lorette, Cap Rouge, and from anywhere in the city of Québec to the said places and return ; and also in the city of Québec and to do anything in connection therewith, under the name of "La Compagnie d'Automobiles et Omnibus de Québec et Lévis", with a total capital of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la dite compagnie, sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,
3061 Secrétaire de la province.

The chief place of business of the said company, will be at Lévis, in the district of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
3062 Provincial Secretary.

Avis de Faillites

District de Québec.

Re L. T. Demers, épicier, Québec, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 13 juillet 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 15 juillet 1909. 3127

District de Québec.

Re J. Nerée Boisseau, épicier, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 13 juillet 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 15 juillet 1909. 3125

District de Montmagny.

Emile Blanchette, de Saint-Aubert, marchand, a le 8 juillet 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montmagny, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 15 juillet 1909. 3121

District de Rimouski.

Pierre Verreault, des Grands Méchins, marchand, a, le 10 juillet 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 15 juillet 1909. 3119

District de Québec.

Jos. Nerée Boisseau, de Québec, épicier, a, le 14 juillet 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 15 juillet 1909. 3117

Bankrupt Notices

District of Quebec.

Re L. T. Demers, grocer, Quebec, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 13th July, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th July, 1909. 3128

District of Quebec.

Re J. Nerée Boisseau, grocer, Quebec, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 13th July, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building
Quebec, 15th July, 1909. 8126

District of Montmagny.

Emile Blanchette, of Saint Aubert, merchant, has, on the 8th day of July, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Montmagny, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th July, 1909. 3122

District of Rimouski.

Pierre Verreault, of Grands Machins, merchant, has, on the 10th of July, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th July, 1909. 3120

District of Quebec.

Jos. Nerée Boisseau, of Quebec, grocer, has on the 14th of July, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th July, 1909. 3118

District de Québec.

Re Gaudias Bourget, marchand, Lévis,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 13 juillet 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 15 juillet 1909. 3129

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire d'Alphonse Labelle, Laverlochère,
P. Q.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 3 août 1909, et après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 408, Edifice "Power," Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power."
Montréal, 15 juillet 1909. 3131

District de Saint-Hyacinthe.

Joseph A. Brunelle, de Saint-Pie, comté de Bagot, marchand, a, le 9 juillet 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe, conformément à la loi.

O. E. GAUVREAU,
Gardien provisoire.

Bureau : 48, rue Saint-Pierre.
Québec, 15 juillet 1909. 3123

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 190.

Dans l'affaire de Ephrem Béchard, Notre-Dame de Stanbridge, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a, le 9e jour de juillet 1909, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

3135
EMILE GOSSELIN,
Gardien provisoire.

District of Québec.

Re Gaudias Bourget, merchant, Lévis,
Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 13th July, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 15th July, 1909. 3130

Province of Québec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
In the matter of Alphonse Labelle, Laverlochère,
P. Q.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 3rd August, 1909, and after which date this dividends will be payable at my office, No. 408, "Power" bldg., Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : Room 408, "Power" bldg.
Montreal, 15th July, 1909. 3132

District of Saint Hyacinth.

Joseph A. Brunelle, of Saint Pie, county of Bagot, has, on the 9th of July, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court of the district of Saint Hyacinthe, according to law.

O. E. GAUVREAU,
Provisional guardian.

Office : 48, Saint Peter street.
Quebec, 15th July, 1909. 3124

Province of Québec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 190.

In the matter of Ephrem Béchard, Notre Dame de Stanbridge, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, on the 9th day of July, 1909, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

3136
EMILE GOSSELIN,
Provisional guardian.

PROVINCE DE QUÉBEC.
VILLE DE LONGUEUIL.

Avis public est par les présentes donné par M. Dagenais, secrétaire-trésorier, que les lots de terre ou emplacement ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère public, à l'hôtel de ville de cette ville, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET courant, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres chartes conformément aux dispositions de la charte de cette ville. 7 Edouard VII, P. Q., à moins que les dites taxes et autres charges ainsi que les frais alors encourus ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.
TOWN OF LONGUEUIL.

Public notice is hereby given by M. Dagenais, secretary treasurer, that the lots of lands or emplacement hereinafter mentioned shall be sold by public auction, in the town hall of said town, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JULY instant, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other dues in conformity with the provisions of the charter of this town, 7 Edward VII, P. Q., unless the said taxes and other dues with costs there incurred be paid before the sale to wit :

No du rôle. No. of roll.	Numéro du cadastre. Number of cadaster.	Noms. Names.	Etat. Occupation.	Taxe municipale. Municipal tax.	Taxe de l'eau. Water tax.	Taxe scolaire. School tax.	Taxe de canaux. Drains tax.	Intérêt. Interest.	Frais. Costs.	Total.
380	348-32.....	Alfred Elliot, rôle—roll. Gustaf Gyl-ling, B. Eng.—R. Off.....	Manufacturier- Manufacturer.	\$ 46 50	.....	\$ 13 96	.....	\$ 4 29	.....	\$64 75
477	348-242.....	George W. Wilson, B. Eng.—Reg. Off. G. W. Wilson, rôle—roll	Manufacturier- Manufacturer.	6 00	.....	.....	.....	0 46	.....	6 46
508	348-276.....	Succession—Estate W. Dowling, rôle—roll. Jane Condon, veuve—widow W. Dowling. Héritiers—Heirs Dowling, B. Eng.—Reg. Off.....	.....	29 00	.....	.....	.....	2 22	.....	31 22
586	348-500.....	Succession—Estate Oswald St. Jacques.....	.....	4 00	.....	1 30	.....	0 61	.....	5 91
686, 687	348-567.....	Jules Brien Durocher.....	Entrepreneur— Contractor....	4 00	.....	1 30	.....	0 61	.....	5 91
801	340-3-2, 340-4-1 re sub., 340-2, 340-3, 340-4.....	Charles Nerbonne.....	Maçon.—Mason	123 40	63 90	57 27	.....	27 00	11 75	282 32
837	343-6.....	Ovila Gagnon, rôle—roll. Marie-Louise Maheu, épouse de—wife of Louis Provost, B. Eng.—R. Off.....	.....	4 76	.....	1 64	.....	0 34	.....	6 74
1101	154-70-71, 154-72-73, Succession—Estate W. S. Walker.	Succession — Estate W. S. Walker, B. Eng.—Reg. Off. Mary A. Walker, épouse de—wife of John Smith.....	.....	28 00	.....	.....	344 27	10 36	.....	382 63

1145	155-4, 8, 49, Andrew Hardie. Rôle—Roll.....	Inconnu—Unknown, B. Eng.—Reg. Off.	9 00	.....	64 30	2 04	.....	75 34
835	340-A.....	Marie Thérèse Brunet.....	1 50	.....	0 60	0 09	.....	2 19
1079	154-29, devis N. O—N. W..	Inconnu—Unknown	2 00	.....	.....	0 15	.....	2 15

M. DAGENAI,
 Secrétaire-trésorier.—Secretary treasurer.
 3133-34

Donné à Longueuil, le 14 juillet 1909.—Given at Longueuil, this 14th July, 1909. /

**Index de la Gazette Officielle de
Québec, No 29.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bédard vs Tétrault, 1346 ; Benard vs Larouche, 1347 ; Candourvs Aboussafy, 1345 ; Charron vs Diotte, 1345 ; Choquette vs Archambault, 1345 ; Flanders vs Alger, 1347 ; Krakover vs Besner, 1345 ; MacQueen vs O'Farrell, 1346 ; McGowan vs Prémond, 1346 ; Mercier vs Gardner, 1346 ; Parthenais vs Laviolette, 1346 ; Pichette vs Gladu, 1346 ; Rabinovitch vs Dorobaner, 1345

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1335.

AS-SEMBLÉE :—Examinateurs des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, 1340.

AVIS :—Compagnie de Briques d'Acton, 1344.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1342 ; Conseil législatif, 1340.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Mead Morrison Mfg. Coy, 1339 ; Sherwin Williams Coy, 1339.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE :—The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis, 1344.

FAILLIS :—Bécharé, 1361 ; Blanchette, 1360 ; Boisseau, 1360 ; Boisseau, 1360 ; Bourget, 1361 ; Brunelle, 1361 ; Carpentier, 1348 ; Cohen, 1347 ; Demers, 1360 ; Deroy & Cimon, 1347 ; Guimont, 1347 ; Hooper, 1348 ; Labelle, 1361 ; Lefebvre & Co., 1348 ; Luttrell & Co., 1349 ; Payne, 1348 ; Raymond, 1348 ; Verrault, 1360.

LETTRES PATENTES :—La Cie d'Automobiles et d'Omnibus de Québec et Lévis, 1359 ; Taynton Apartments Coy, 1337 ; The B. & A. Asbestos Coy, 1338.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—Le Club Athlétique Canadien, 1340.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Municipalité de la paroisse de Sainte-Hélène de Breakeyville, comté de Lévis, 1339 ; Municipalité Saint-Faustin, comté de Terrebonne, 1340.

NOMINATIONS :—Auditeur :—Municipalité de Saint-Hubert, 1336.

Commissaires d'écoles :—Cité de Montréal, 1336.
Inspecteur d'écoles :—District du Lac Saint-Jean, 1336.

Juges de paix :—Bedford, 1336 ; Beauce, 1336 ; Saint-François, 1336 ; Ottawa, 1336 ; Québec, 1336 ; Montréal, 1336 ; Trois-Rivières, 1336.

Magistrat de police :—District de Montréal, 1336.
Sous ministre des Travaux Publics et du Travail :—Province de Québec, 1335.

Sous-secrétaire et sous-registraire :—Province de Québec, 1335.

ORDRES DE COUR :—Guay vs Auger, 1349 ; Michaud vs Desrosiers, 1349.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1337.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 29.**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bédard vs Tétrault, 1346 ; Benard vs Larouche, 1347 ; Candour vs Aboussafy, 1345 ; Charron vs Diotte, 1345 ; Choquette vs Archambault, 1345 ; Flanders vs Alger, 1347 ; Krokover vs Besner, 1345 ; MacQueen vs O'Farrell, 1346 ; McGowan vs Prémond, 1346 ; Mercier vs Gardner, 1346 ; Parthenais vs Laviolette, 1346 ; Pichette vs Gladu, 1345 ; Rabinovitch vs Dorobaner, 1345.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, & 1335.

MEETING :—Examiners of candidates for the office of school inspector, 1340.

NOTICE :—Compagnie de Briques d'Acton, 1344.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1342 ; Legislative Council, 1340.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Mead Morrison Mfg. Coy, 1339 ; Sherwin Williams Coy, 1339.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE :—The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis, 1343.

INSOLVENTS :—Bécharé, 1361 ; Blanchette, 1360 ; Boisseau, 1360 ; Boisseau, 1330 ; Bourget, 1361 ; Brunelle, 1361 ; Carpentier, 1348 ; Cohen, 1347 ; Demers, 1360 ; Deroy & Cimon, 1347 ; Guimont, 1347 ; Hooper, 1348 ; Labelle, 1361 ; Lefebvre & Co., 1348 ; Luttrell & Co., 1349 ; Payne, 1348 ; Raymond, 1348 ; Verrault, 1360.

LETTERS PATENT :—La Cie d'Automobiles & d'Omnibus de Québec et Lévis, 1359 ; Taynton Apartments Coy, 1337 ; The B. & A. Asbestos Coy, 1338.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—Le Club Athlétique Canadien, 1340.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Municipality of the parish of Sainte Helene de Breakeyville, county of Lévis, 1339 ; Municipality Saint Faustin, county of Terrebonne, 1340.

APPOINTMENTS :—Auditor :—Municipality of Saint Hubert, 1336.

School commissioners :—City of Montreal, 1336.
School inspector :—District of Lake Saint-John, 1336.

Justices of the peace :—Bedford, 1336 ; Beauce, 1336 ; Saint Francis, 1336 ; Ottawa, 1336 ; Quebec, 1336 ; Montreal, 1336, Three Rivers, 1336.

Police magistrate :—District of Montreal, 1336.
Deputy minister of Public Works and Labor :—Province of Quebec, 1335.

Deputy secretary and deputy registrar :—Province of Quebec, 1335.

ORDERS OF COURT :—Guay vs Auger, 1349 ; Michaud vs Desrosiers, 1349.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1337.

VENTE PAR LICITATION :—Tremblay vs Dame Tremblay et al, 1350.	SALE BY LICITATION :— Tremblay vs Dame Tremblay et al, 1350.
VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—Corporation de la ville de Chicoutimi, 1362.	SALES FOR MUNICIPAL TAXES :— Corporation de la ville de Chicoutimi, 1362.
VENTES PAR LES SHERIFFS :	SHERIFFS' SALES :
ARTHABASKA :—Provencher vs Vital, 1351 ; Simonneau, 1351.	ARTHABASKA — Provencher vs Vital, 1351 ; Simonneau, 1351.
CHICOUTIMI :—Côté vs Côté, 1351 ; Desmarais & Grégoire vs Brassard, 1352.	CHICOUTIMI :—Côté vs Côté, 1351 ; Demarais & Grégoire vs Brassard, 1352.
IBERVILLE :—Société Permanente de construction du district d'Iberville vs Brosseau, 1352.	IBERVILLE :—Société Permanente de construction du district d'Iberville vs Brosseau, 1352.
JOLIETTE :—Chartrand vs Lapointe, 1353 ; Cormier (Dme) vs Beauchamp, 1353.	JOLIETTE :—Chartrand vs Lapointe, 1353 ; Cormier (Dme) vs Beauchamp, 1353.
MONTREAL :—Labelle (Rév.) ès-qual. et al vs Audet, 1354 ; Patterton vs Delle Courtemanche, 1354.	MONTREAL :—Labelle (Rév.) ès-qual. et al vs Audet, 1354 ; Patterton vs Delle Courtemanche, 1354.
OTTAWA :—Mulligan vs McGee, 1354.	OTTAWA :—Mulligan vs McGee, 1354.
PONTIAC :—S. & H. Borbridge vs McGregor, 1355.	PONTIAC :—S. & H. Borbridge vs McGregor, 1355
QUÉBEC :—Bédard vs Vermette, 1355 ; Cité de Québec vs Courtney, 1355 ; Lauzon et vir. vs McLish, 1356.	QUEBEC :—Bédard vs Vermette, 1355 ; City of Quebec vs Courtney, 1355 ; Lauzon et vir. vs McLish, 1356.
RICHELIEU :—St. Sauveur (Dme) vs Dme Ouellette et al, 1356 ; Wurtele vs Lamoureux, 1356.	RICHELIEU :—St. Sauveur (Dme) vs Dme Ouellette et al, 1350 ; Wurtele vs Lamoureux, 1356.
SAINT FRANÇOIS :—Hurd et al vs The Belmina Asbestos Coy, 1357 ; Schnauffer vs Griffith et al, 1357.	SAINT FRANCIS :—Hurd et al vs The Belmina Asbestos Coy, 1357 ; Schnauffer vs Griffith et al, 1357.
SAINT-HYACINTHE :—The Eastern Townships Shoe Coy vs Beaunoyer, 1358.	SAINT HYACINTH :—The Eastern Townships Shoe Coy vs Beaunoyer, 1358.
TROIS-RIVIÈRES :—Bellemare et al vs The Real Estate Investment Coy, 1359.	THREE RIVERS :— Bellemare et al vs The Real Estate Investment Coy, 1359.

